

VARIA

TUVALU, UN LABORATOIRE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

Une critique empirique de la rhétorique des « canaris dans la mine »*

François Gemenne**

Le petit archipel de Tuvalu, dans l’océan Pacifique Sud, est souvent présenté comme une Atlantide en devenir, un symbole annonciateur des impacts futurs du changement climatique. Cet article vise à contraster cette perception occidentale avec celle des habitants du Tuvalu, ainsi qu’avec celle des habitants qui ont émigré en Nouvelle-Zélande. L’article met en évidence les risques de la rhétorique des « canaris dans la mine » pour les processus locaux d’adaptation au changement climatique, à Tuvalu et dans les petits États insulaires en général.

Mots clés : Changement climatique, Tuvalu, hausse du niveau des mers, vulnérabilité, migration, petits États insulaires.

Dans le débat sur les migrations environnementales, qui a pris ces dernières années une ampleur inédite, Tuvalu tient souvent une place à part. Le petit archipel du Pacifique Sud a fait l’objet d’un nombre considérable de reportages, d’articles de presse et de mentions à titre d’exemple dans des discours et conférences. Tous décrivent la même situation : celle d’un minuscule pays dont l’existence même, en tant qu’État, est menacée par la hausse du niveau des mers. Les habitants de Tuvalu, au fil des ans, en sont venus à incarner le visage de ceux qu’on appelle désormais les « réfugiés de l’environnement », et leur quête d’une terre d’asile est devenue le symbole de l’injustice du changement

* Une partie de cette recherche – l’enquête de terrain – a été menée dans le cadre du projet EACH-FOR (*Environmental Change and Forced Migration Scenarios*), co-financé par la Commission européenne (6^e PCRD, contrat 044468). Un financement additionnel a été apporté par le Fonds national de la recherche scientifique belge (FNRS). L’auteur tient également à remercier l’association « Alofa Tuvalu », à Paris, pour l’aide précieuse fournie sur place, ainsi qu’Alexandre Magnan, pour les très nombreuses conversations partagées sur ces sujets.

** Centre d’études de l’ethnicité et des migrations (Cedem), Université de Liège, Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), Sciences Po Paris.

François Gemenne

climatique envers les populations les plus vulnérables. Décrit comme une Atlantide future ou un canari¹ du changement climatique, Tuvalu est devenu le symbole par excellence de la catastrophe environnementale globale que représente le changement climatique et l'élévation conséquente du niveau des mers (Chambers, Chambers, 2007).

En particulier, les flux migratoires qui existent entre Tuvalu et la Nouvelle-Zélande sont généralement décrits comme les marqueurs de cette submersion annoncée, signes avant-coureurs du désastre à venir, au point que cette situation de réfugiés en devenir est souvent devenue, dans la presse internationale, consubstantielle de l'identité des Tuvaluans (Farbotko, 2005).

Cet article cherche à contraster les représentations de cette migration qui sont généralement véhiculées en Occident – ce que j'appellerai, par facilité, la rhétorique des « canaris dans la mine » – avec la manière dont les Tuvaluans eux-mêmes conçoivent et se représentent cette migration, qu'ils aient déjà migré en Nouvelle-Zélande, l'envisagent dans un proche avenir ou soient au contraire décidés à ne pas quitter l'archipel.

Après une brève présentation de la géographie et de l'économie de Tuvalu, une première partie s'attachera à identifier les principaux traits au travers desquels le petit État est devenu, dans les représentations occidentales, un laboratoire insulaire du changement climatique susceptible de fournir une illustration tangible des impacts de celui-ci. Cette caractérisation, qui a parfois été renforcée par les représentants officiels de l'État dans les réunions internationales, reste largement utilisée pour alerter opinions et politiques quant aux dangers des impacts du changement climatique.

Une seconde partie s'attache à examiner les principaux déterminants et caractéristiques des mouvements migratoires de Tuvalu vers la Nouvelle-Zélande, à partir d'entretiens menés avec les migrants eux-mêmes, à la fois dans leur région d'origine et leur région de destination. La Nouvelle-Zélande, et la banlieue d'Auckland en particulier, est devenue la principale destination migratoire des Tuvaluans, et compte déjà une communauté de 3 000 Tuvaluans environ, soit un quart de la population totale de Tuvalu. La recherche qui a donné naissance à cet article a été effectuée dans le cadre du projet EACH-FOR (*Environmental Change and Forced Migration Scenarios*, www.each-for.eu), un projet de recherche financé par la Commission européenne qui visait à documenter de manière empirique l'influence des facteurs environnementaux sur les comportements migratoires dans 23 études de cas à travers le monde.

1. Les canaris étaient auparavant employés dans les mines de charbon pour avertir d'un danger imminent et s'assurer de l'absence de gaz toxiques pour les mineurs.

Tuvalu, un laboratoire du changement climatique ?

Enfin, une troisième et dernière partie tente d'élargir le propos en montrant les effets qu'une rhétorique de vulnérabilité peut avoir sur les capacités d'adaptation des populations insulaires. Alors que cette rhétorique avait été au départ développée en Occident, les dirigeants de petits États insulaires en développement (PEID) se la sont désormais largement appropriée (Barnett, Campbell, 2010). En décrivant systématiquement la migration comme le seul recours possible des populations, leur seule échappatoire face aux dangers du changement climatique, elle risque pourtant de constituer un handicap considérable aux efforts d'adaptation entrepris.

IMAGINAIRES OCCIDENTAUX

Avant que les impacts du changement climatique ne reçoivent une attention médiatique considérable à partir du milieu des années 2000, l'existence de Tuvalu passait largement inaperçue en dehors de la région Asie-Pacifique. Ce n'est qu'à partir des années 1990 que les petits États insulaires ont été publiquement identifiés par les scientifiques comme particulièrement exposés aux impacts du changement climatique, et à la hausse du niveau des mers en particulier (Connell, 1993 ; McTegart, Sheldon, Griffiths, 1990). Ce constat, combiné à l'existence de flux migratoires importants et à des caractéristiques géographiques peu communes, allait fournir un terreau particulièrement fertile au développement de la rhétorique des « canaris dans la mine ».

« Cendrillon de l'Empire »

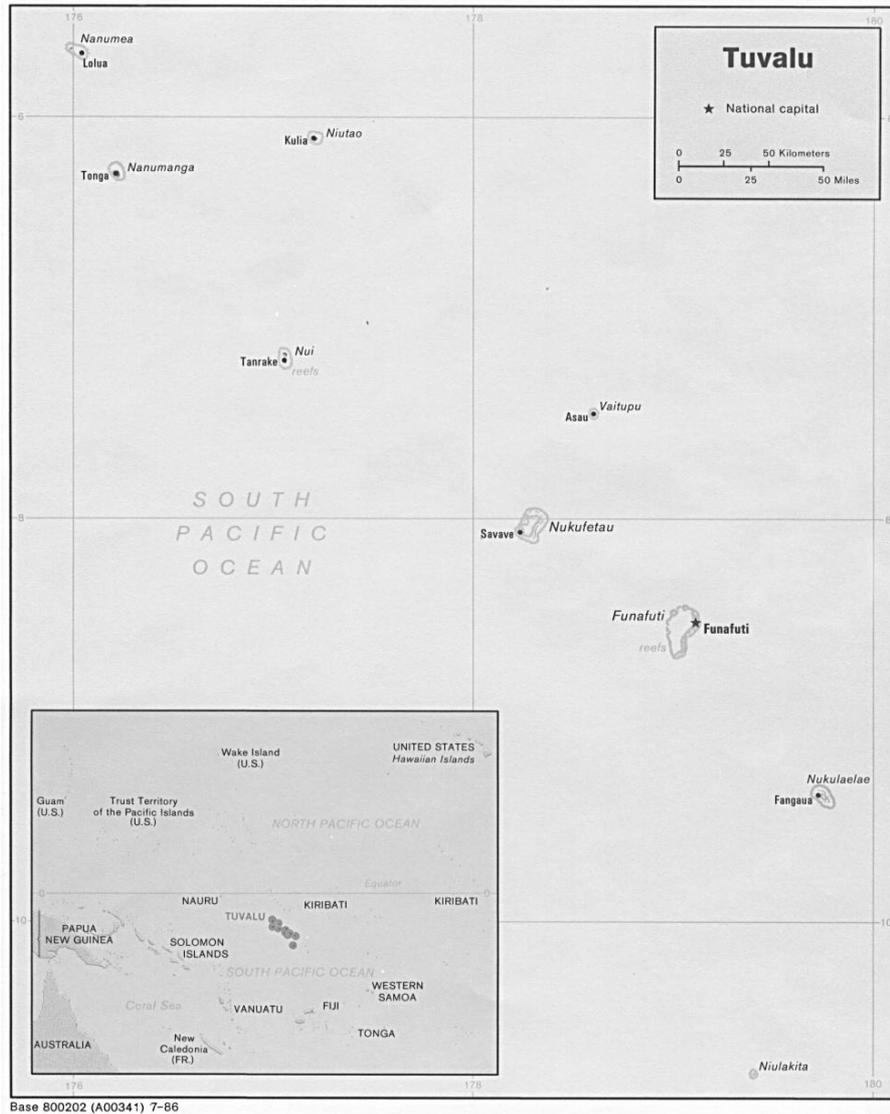
Seuls cinq États sont composés intégralement d'atolls² et d'îles de faible élévation ; Tuvalu est l'un d'entre eux. Malgré un territoire qui s'étend sur plus de 75 000 kilomètres carrés dans l'océan Pacifique Sud, la partie immergée de son territoire ne représente que 26 kilomètres carrés, ce qui en fait le quatrième plus petit État souverain du monde, après le Vatican, Monaco et Nauru, un autre État insulaire de l'océan Pacifique Sud. Situé au nord de Fidji et à mi-distance de l'Australie et des États-Unis, l'archipel est composé de six atolls coralliens et de trois îles récifales. Funafuti, Nanumea, Nui, Vaitupu, Nukufetau et Nukulaelae sont des atolls coralliens, avec un lagon ouvert sur l'océan, tandis que Nanumanga et Niutao sont des îles récifales, avec un lagon à l'intérieur des terres. Niulakita, quant à elle, est la plus petite île de Tuvalu et ne possède pas de lagon. Tuvalu comprend également environ 120 îlots inhabités. La distance minimale entre ces différentes îles est de 60 kilomètres et peut atteindre 350 milles nautiques entre l'atoll situé le plus au Nord, Nanumea, et l'île située la plus au

2. Un atoll est un anneau de récifs coralliens qui entourent un lagon (Barnett, Adger, 2003).

François Gemenne

Sud, Niulakita (Barton, 1977). La carte ci-dessous présente sommairement la situation géographique de ces différents atolls.

Figure 1 : Géographie de l'archipel de Tuvalu



Découvert par les Européens au XVII^e siècle, l'archipel devint un protectorat britannique en 1896, sous le nom des îles Ellice. En 1916, ce protectorat fut incorporé à celui des îles Gilbert, connues aujourd'hui sous le nom de Kiribati. Les colons anglais ne manifestèrent néanmoins que peu d'intérêt pour ces

Tuvalu, un laboratoire du changement climatique ?

minuscules îles, dépourvues de toute ressource naturelle et situées en dehors des routes commerciales, ce qui amena Barry McDonald, un des très rares historiens du Tuvalu, à les affubler du surnom de « Cendrillons de l'Empire britannique » (McDonald, 1982). Au moment de la période de décolonisation, craignant d'être marginalisés dans un État indépendant par les Gilbertins³, dix fois plus nombreux, qui appartenaient au groupe ethnique micronésien, les Tuvaluans, qui appartiennent au groupe ethnique polynésien, votèrent leur scission des îles Gilbert en 1974. L'indépendance leur fut finalement acquise en 1979, la même année que les Kiribati. Avant d'être associé aux impacts du changement climatique, Tuvalu était donc surtout connu comme un territoire exigu et isolé, sans ressources et dépendant de l'aide internationale.

Une incarnation du changement climatique

Paradoxalement, c'est le spectre de la disparition prochaine de l'archipel qui va propulser celui-ci sur la scène médiatique internationale. Pas moins de cinq documentaires sont rapidement consacrés à la question, tandis que les articles de presse commencent à proliférer (Chambers, Chambers 2007 ; Farbotko, 2005).

Tuvalu y apparaît d'abord comme le lieu où se manifestent les premiers impacts du changement climatique : l'espace insulaire, tout comme l'espace polaire, est mobilisé comme l'incarnation terrestre du changement climatique, qui apparaissait volontiers comme une réalité abstraite et lointaine. La deuxième moitié de la dernière décennie correspond à une période d'intense activité médiatique de sensibilisation à la réalité du changement climatique qui culminera avec la conférence de Copenhague en décembre 2009. Pour incarner cette réalité, le minuscule et sympathique État de Tuvalu, vierge de représentations mentales parasitaires, tombe à point nommé. De très nombreux journalistes sont envoyés sur place, pour documenter les signes avant-coureurs du réchauffement global : inondations, grandes marées, érosion côtière, infiltrations salines, etc. En France, l'association *Alofa Tuvalu* est créée en 2005 pour venir en aide au petit État et plusieurs documentaires, télévisuels ou photographiques, se font jour dans les médias (Ait Habbouche, Corbière, 2007 ; Horner, Le Gallic, 2004 ; Collectif Argos, 2007).

Dans l'histoire des sciences sociales, les îles exotiques ont souvent été assimilées à des espaces intacts, non pervertis par la civilisation, qui pouvaient reproduire presque à l'identique des conditions de laboratoire (Greenhough, 2006). Les travaux de l'anthropologue Margaret Mead, par exemple, décrivent volontiers les espaces insulaires comme isolés du temps et de l'espace, abritant des populations primitives dont l'organisation sociale pouvait servir de modèle simplifié pour l'étude de sociétés plus complexes – c'est-à-dire de sociétés

3. Ainsi s'appellent les habitants de Kiribati.

François Gemenne

occidentales (Mead, 1928). Dans le contexte du changement climatique, Tuvalu va logiquement servir également de laboratoire, d'espace expérimental, au sein duquel les incertitudes qui entourent encore les impacts locaux du changement climatique vont être miniaturisées, réduites à la seule question de l'élévation du niveau de la mer (Farbotko, 2010).

Tandis que le nom de Tuvalu commence à être associé à celui de *paradis perdu*, d'*Atlantide moderne* ou d'*État Titanic*, ses habitants sont décrits à la fois comme les premiers témoins du changement climatique et ses victimes expiatoires. À eux la charge de fournir au monde la preuve de la réalité des impacts du changement climatique. De grandes incertitudes subsistent néanmoins quant aux prévisions de l'élévation future du niveau de la mer à Funafuti, l'atoll-capitale (Hunter, 2002), et cette élévation n'est pas directement perceptible pour l'instant (2003). En l'absence de mesures fiables, les Tuvaluans se reposent sur des observations empiriques pour chercher les premiers signes du réchauffement global. Deux phénomènes en particulier ont attiré l'attention des habitants. Le premier est la disparition d'un îlot, le *Tepuka Savilivili*, dans le lagon de Funafuti. De l'îlot, qui abritait un grand nombre de cocotiers, ne restent désormais que quelques tas de sable et de coraux (Shen, 2008). Le deuxième phénomène est l'occurrence régulière de « marées géantes » (*king tides*), qui recouvrent de larges portions de l'atoll. Alors que ces marées géantes, de très grande amplitude, ne se produisaient à Tuvalu que tous les cinq ou six ans, elles sont désormais beaucoup plus fréquentes, alimentant les peurs qu'elles ne deviennent un jour permanentes.

Cette représentation de l'incarnation du changement climatique est renforcée par le fait que les représentants officiels de Tuvalu se la sont largement appropriée. Au cours des années 2000, ceux-ci ont régulièrement répété, dans les réunions internationales, combien leur pays était parmi les premiers à être directement menacés par le changement climatique (Sopoaga, 2001, 2003). Comme le relèvent Barnett et Campbell, cette appropriation relève aussi d'une approche stratégique des négociations internationales : les petits États insulaires, et Tuvalu en particulier, ont rapidement compris que c'est ainsi qu'ils pourraient obtenir une voix au sein de la négociation, mobiliser l'attention internationale et obtenir des fonds pour financer l'adaptation (Barnett, Campbell, 2010). À Copenhague encore, en décembre 2009, de nombreux activistes se sont mobilisés autour de la position de Tuvalu, réclamant que le seuil d'augmentation maximal de la température moyenne à la surface de la Terre soit fixé à 1,5°C, au lieu des 2°C finalement retenus.

Un territoire vulnérable

Si Tuvalu, territoire de 12 000 habitants, est devenu l'incarnation du changement climatique, c'est avant tout en raison de son extrême vulnérabilité aux

Tuvalu, un laboratoire du changement climatique ?

aléas naturels. Une des caractéristiques essentielles de la géographie de Tuvalu, et celle qui attire naturellement l'attention, est sa très faible élévation. Tuvalu, topographiquement parlant, est un pays presque parfaitement plat, extrêmement vulnérable à l'élévation du niveau des mers et à d'autres événements climatiques extrêmes, comme les tempêtes ou les ouragans (Barnett, Adger, 2003 ; Mimura *et alii*, 2007 ; Lal, Harasawa, Takahashi, 2002). Cette vulnérabilité est renforcée par l'existence d'autres menaces et problèmes environnementaux : la fréquence et l'intensité accrues d'événements météorologiques extrêmes, tels que les ouragans, ou les problèmes de stress hydrique – l'archipel ne possède ni lac ni rivière, et ses ressources en eau potable dépendent donc exclusivement de l'eau de pluie, collectée dans des réservoirs. En raison d'inondations fréquentes et de l'érosion côtière, la salinité des sols s'est considérablement accrue, rendant difficile la culture locale de *pulaka* (une espèce de taro, un tubercule à grosse racine et à chair tendre). De surcroît, la formation des atolls repose essentiellement sur des récifs coralliens, qui n'abritent presque aucune terre fertile, ce qui rend extrêmement difficile la culture de plantations.

Les territoires insulaires sont depuis longtemps décrits comme particulièrement vulnérables. Alors que leur manque de ressources naturelles et leur faible potentiel économique les rendaient jadis vulnérables aux aléas du capitalisme, c'est désormais leur taille réduite et leur faible élévation qui les rend vulnérables aux impacts du changement climatique. Le 4^e rapport d'évaluation du GIEC souligne en ces termes leur vulnérabilité :

« On s'attend à ce que la hausse du niveau des mers aggrave les inondations, les ondes de tempêtes, l'érosion et autres risques côtiers, ce qui menacerait les infrastructures vitales, les établissements humains et les installations sur lesquels reposent les moyens d'existence des communautés insulaires. [...] Il existe des preuves solides que dans la plupart des scénarios de changement climatique, les ressources en eau des petites îles seraient probablement sérieusement compromises. [...] Il est probable que le changement climatique ait un lourd impact sur les récifs coralliens, les ressources halieutiques et autres ressources marines. [...] Il est très probable que l'agriculture de subsistance et l'agriculture commerciale sur les petites îles soient affectées par le changement climatique. » (traduction de l'auteur) (Mimura *et alii*, 2007).

Ce constat d'une grande vulnérabilité environnementale se traduit régulièrement en un discours de vulnérabilité sociale. Cette démarche participe d'un processus foncièrement déterministe : les populations insulaires seraient vulnérables avant tout parce que les écosystèmes insulaires sont vulnérables, et l'image des « réfugiés climatiques » est alors convoquée pour incarner cette vulnérabilité.

Barnett et Campbell relèvent que ce discours de vulnérabilité décrit généralement les milieux insulaires comme impuissants face aux contraintes environnementales, alors même que de nombreux travaux ont pourtant souligné l'extraordinaire résilience de leurs populations (Barnett, 2001 ; Barnett, Adger,

François Gemenne

2003 ; Barnett, Campbell, 2010). Dans la même veine, Bankoff a remarquablement démontré combien le discours de vulnérabilité était un discours occidental, qui ne pouvait pas rendre compte des réalités empiriques des endroits qu'il entendait caractériser (Bankoff, 2001).

Ce discours est particulièrement prégnant dans l'imaginaire populaire, depuis les aventures de Robinson Crusoé jusqu'à la populaire émission de TF1 « Koh-Lanta », dont de nombreux épisodes ont été tournés sur de petites îles exotiques. Les îles y sont systématiquement présentées comme des milieux fragiles, qui font écho à la vulnérabilité des naufragés.

Le déterminisme qui conduit à assimiler la vulnérabilité des territoires insulaires à celle de leurs habitants induit également l'idée que ceux-ci disposeraient d'une capacité d'adaptation très réduite : toute tentative d'adaptation sur place serait par avance vouée à l'échec en raison d'une trop grande vulnérabilité. La recherche d'une terre d'asile devient alors la seule option possible et l'exode est présenté comme inéluctable, conditionnant la survie des habitants. Certains travaux universitaires tiennent d'ailleurs déjà pour acquise la disparition de l'archipel et ont entamé la réflexion sur le statut futur de ses habitants, privés d'État, dans le droit international (Kälin, 2010).

La vulnérabilité d'une communauté, pourtant, ne saurait se réduire à la seule exposition aux risques environnementaux. Elle inclut également des dimensions politiques, culturelles et sociales, telles que le mode de gouvernance ou la cohésion sociale qui existe au sein de la communauté (Tubiana, Gemenne, Magnan, 2010). Dès lors que ces dimensions sont occultées, la figure du réfugié climatique devient l'incarnation de cette vulnérabilité et des injustices qui en découlent, comme Tuvalu est celle du changement climatique.

La rhétorique des canaris

Dans les discours sur le changement climatique, Tuvalu existe surtout au travers de sa possible disparition. L'écrasante majorité des reportages et documents de vulgarisation scientifique sur la question mettent systématiquement en avant les thèmes de la submersion et de la mort annoncée⁴. Ces thèmes sont également fréquemment repris par les gouvernements même des États insulaires : ainsi le gouvernement des Maldives a-t-il tenu, le 17 octobre 2009, un Conseil des Ministres sous l'eau, de manière à attirer l'attention de la communauté internationale sur le risque de disparition des archipels coralliens de l'Océan Indien.

4. On notera par exemple « Our Drowning Neighbours » (« Nos voisins qui sombrent »), du Parti travailliste australien, ou « Tuvalu : requiem polynésien », du Collectif Argos.

Tuvalu, un laboratoire du changement climatique ?

Pour beaucoup d'observateurs et d'organisations de la société civile, la disparition annoncée de Tuvalu représente la preuve tangible de la réalité du changement climatique. Tuvalu n'existe que par sa géographie particulière, et ses habitants n'existent qu'en tant que « réfugiés climatiques ». La disparition du territoire et la fuite des habitants sont censées alerter le monde sur la menace globale du changement climatique et pousser les pays industrialisés à réduire considérablement leurs émissions de gaz à effet de serre sous peine de connaître demain le même sort.

L'utilité de Tuvalu n'existe que dans sa disparition : de même que les canaris qui étaient jadis introduits dans les mines pour avertir les mineurs de gaz dangereux ou de grisou, la disparition du petit État est censée alerter les autres (les « mineurs ») sur le danger imminent. La rhétorique des canaris dans la mine est donc profondément auto-centriste : la fin de Tuvalu est un mal nécessaire pour garantir la survie des autres territoires. La fuite de ses habitants vers la Nouvelle-Zélande, dans cette logique, doit apporter la preuve que la submersion a commencé et qu'il est temps d'agir.

Au-delà de sa réalité empirique, qui sera discutée dans la prochaine section, la caractérisation de la migration des Tuvaluans vers la Nouvelle-Zélande comme l'exemple par excellence de la « migration climatique » répond également à un agenda politique. Al Gore, dans son célèbre documentaire « Une Vérité qui Dérange », n'assure-t-il pas que « l'évacuation a déjà commencé » ? L'existence de « migrants climatiques », victimes impuissantes du réchauffement global, doit amener les pays industrialisés à une action résolue contre le changement climatique. Dans ce contexte et par un raccourci saisissant, remettre en cause la nature « climatique » de cette migration revient à nier la réalité même du changement climatique. Pour les migrants pourtant, une telle caractérisation de leur migration n'est pas aussi évidente.

REPRÉSENTATIONS INSULAIRES

Cette section s'appuie sur une enquête de terrain, réalisée entre le 17 juillet et le 3 septembre 2007, dans le cadre du programme EACH-FOR. Elle vise à comparer les représentations occidentales de la migration de Tuvalu avec celles des îliens eux-mêmes. Pour ce faire, elle cherche avant tout à identifier les déterminants du comportement migratoire des Tuvaluans, et les perceptions et représentations qui y sont associées.

Méthodes de recherche

La recherche s'appuie avant tout sur les témoignages des migrants, qui sont complétés par des observations de terrain et des entretiens avec les autorités

François Gemenne

locales, des membres de la société civile et des représentants de l'Église, qui joue un rôle particulièrement important à Tuvalu. En tout, une cinquantaine d'habitants et une vingtaine d'experts ont été interrogés.

À Tuvalu, le travail de terrain a consisté à interroger des résidents qui envisageaient de migrer dans un futur proche, ainsi que d'autres qui entendaient rester dans l'archipel. Ces entretiens, au nombre de 32, ont été réalisés à l'aide d'un questionnaire standardisé élaboré dans le cadre du projet EACH-FOR⁵, et ont été complétés par des entretiens semi-directifs avec des « experts » locaux (représentants du gouvernement, des ONG, de l'Église...) ainsi que par de l'observation participante⁶.

Le travail s'est intégralement déroulé sur l'atoll de Funafuti, qui est la capitale du pays et son centre socio-économique. En raison de la superficie limitée et du caractère confiné de l'atoll, le travail de terrain a pu couvrir l'ensemble du territoire. Malgré l'intérêt évident qu'une telle recherche aurait présenté, les conditions matérielles n'ont pas permis d'étendre l'enquête aux autres îles de l'archipel, bien qu'il soit possible que les perspectives des habitants y aient été différentes. Néanmoins, l'atoll de Funafuti abrite la moitié de la population totale de Tuvalu, et de nombreux résidents originaires des autres îles de l'archipel y ont migré au cours des dernières années, ce qui a permis de réaliser plusieurs entretiens avec des habitants nés dans les autres îles. De plus, Funafuti est l'unique point de départ possible pour des voyages internationaux : tous les Tuvaluans qui veulent émigrer sont dès lors obligés de transiter par Funafuti.

Une deuxième partie du travail de terrain a été réalisé en Nouvelle-Zélande, qui est la principale destination des migrants de Tuvalu. Ce second volet de l'enquête de terrain est particulièrement important, dans la mesure où les études empiriques précédentes sur le sujet, et singulièrement celle de Mortreux et Barnett (2008), n'avaient pas couvert la région de destination. La Nouvelle-Zélande est depuis longtemps la destination migratoire principale des Tuvaluans et nourrit d'importantes connexions avec la culture polynésienne. C'est en Nouvelle-Zélande que l'on trouve la plus importante communauté de Tuvaluans expatriés, avec environ 3 000 résidents. Pour les besoins de l'enquête de terrain, 25 familles de migrants Tuvaluans ont été sélectionnées par un travailleur social, parmi la communauté d'Auckland, pour répondre au questionnaire. Douze femmes et treize hommes y ont ainsi répondu, chacun représentant une famille distincte. La région d'Auckland, et notamment les districts de Waitakere, Massey, Henderson et New Lynn, abritent la plus forte concentration de Tuvaluans en Nouvelle-Zélande, et c'est la raison pour laquelle cette région a été choisie

5. Le questionnaire est disponible à l'adresse suivante : http://www.each-for.eu/index.php?module=project_outline

6. En l'absence d'un registre précis de la population, il n'a pas été possible de procéder par échantillonnage. Les questionnaires ont donc été administrés sur une base aléatoire.

Tuvalu, un laboratoire du changement climatique ?

pour effectuer l'enquête de terrain. Quelques entretiens ont par ailleurs été réalisés avec des migrants établis dans d'autres régions, notamment à Hamilton et Wellington.

Un système migratoire menacé

Il est connu que l'ensemble de la Polynésie possède une grande tradition migratoire. La migration est une caractéristique essentielle du style de vie polynésien, et dans de nombreux cas une routine sociale (Connell, Conway, 2000). Les premières migrations furent économiques : des travailleurs de Tuvalu furent recrutés pour travailler dans les plantations de Samoa et du Queensland australien. La migration s'est ensuite étendue aux mines de phosphate de Banaba (Kiribati) et de Nauru. Après la seconde Guerre mondiale, deux mouvements de population significatifs se produisirent : le premier fut la réinstallation externe de certaines familles de Vaitupu sur l'île de Kioa, à Fidji ; le second fut la réinstallation interne de Niutao vers Niulakita. En 1951, les anciens de Vaitupu, sous l'impulsion de Donald Kennedy, un expatrié australien qui était également le directeur de l'internat, décidèrent d'acheter à Fidji l'îlot de Kioa (White, 1965).

La principale raison qui guida cette acquisition fut la peur que les ressources de l'île deviennent trop rares, incapables de répondre à la demande accrue du fait de la croissance de la population. Devant cette « catastrophe malthusienne », quelques douzaines de familles déménagèrent à Kioa jusqu'en 1983 et obtinrent finalement la nationalité fidjienne en 2005. Pour les mêmes raisons, les autorités coloniales britanniques décidèrent en 1989 de réinstaller une partie de la population de Niutao, qui était alors l'atoll le plus habité de Tuvalu, vers l'îlot désert Niulakita. Depuis lors, Tuvalu, qui signifie littéralement « groupe de huit, réunis ensemble », compte neuf îles habitées. Niulakita demeure l'île la moins peuplée, avec seulement une quarantaine d'habitants.

Ces deux mouvements migratoires passés révèlent que la perspective d'une réinstallation permanente de la population fut envisagée bien avant que n'apparaissent les menaces liées au changement climatique. La plupart des médias continuent pourtant de prétendre que la réinstallation de la population serait inédite – les deux exemples ci-dessus montrent que cette idée n'a rien d'inédit, même si les réinstallations étaient envisagées à une échelle bien plus petite. L'idée de la réinstallation fut également abordée dans les années 1980, en réponse à ce qui était perçu comme un problème de surpopulation (Connell, 1983). Cette idée de réinstallation découlait alors directement d'une perspective malthusienne, selon laquelle l'approvisionnement en nourriture des populations serait toujours menacé, sauf si ces populations étaient maintenues sous un strict contrôle démographique (1980). Ce spectre de la catastrophe malthusienne reste prévalent encore aujourd'hui : il justifie largement la politique migratoire

François Gemenne

actuelle du gouvernement tuvaluan, qui vise à encourager et à faciliter la migration de ses habitants vers l'étranger.

Parmi les migrants interrogés, beaucoup avaient migré à de nombreuses reprises au cours de leur vie, certains d'entre eux jusqu'à huit fois. À travers l'histoire, la migration a toujours été un élément important de l'identité de Tuvalu (Connell, 1983). Les flux migratoires ont connu une augmentation importante après la seconde Guerre mondiale : les Tuvaluans furent formés dans la marine marchande pour travailler sur des embarcations au long cours, en particulier sur des navires allemands (Borovnik, 2004). Après l'épuisement des mines de phosphate à Nauru, de nombreux travailleurs migrants furent rapatriés à Tuvalu, ce qui entraîna une diminution significative des remises d'épargne. Aucune institution d'enseignement supérieur n'étant présente à Tuvalu, les jeunes Tuvaluans furent également envoyés à l'étranger pour y mener leurs études, essentiellement à Fidji, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Ce système migratoire est très important dans la perception de l'espace de Tuvalu pour les migrants. Au lieu d'être les petites îles isolées que nous imaginons, elles sont perçues comme des éléments centraux d'un ensemble bien plus vaste, d'un océan d'îles connectées les unes aux autres (Farbotko, 2010).

Ces dernières années, néanmoins, les possibilités de migration dans la région ont considérablement diminué : les mines de Nauru ont fermé, tandis que les tensions politiques avec le gouvernement fidjien ont eu pour effet de réduire les possibilités d'émigration à Fidji. Sous l'impulsion du gouvernement de John Howard, l'Australie a également mis en place une politique migratoire très restrictive à l'égard des îliens du Pacifique. L'espace de Tuvalu, en tant que noyau d'un réseau migratoire, s'est donc réduit considérablement. C'est là une des raisons pour lesquelles le gouvernement tuvaluan cherche activement de nouvelles possibilités de migrations pour ses citoyens, avec un succès limité jusqu'ici. Cette recherche répond à une triple demande : la réduction des problèmes de surpopulation à Funafuti, l'augmentation des remises d'épargne, et enfin les craintes de la population concernant les menaces liées au changement climatique. Tuvalu faisait en quelque sorte partie d'un système migratoire (Bedford, 1992) qui s'est désintégré ces dernières années et que le gouvernement cherche aujourd'hui à reconstruire. Les flux migratoires à Tuvalu se divisent désormais entre migrations internes, très importantes en volume, et migrations internationales, plus limitées.

Depuis que le gouvernement de Tuvalu a reçu du gouvernement australien le bateau *Nivanga* dans les années 1990, les mouvements de population entre les différents atolls ont en effet considérablement augmenté. L'aide internationale a non seulement facilité les possibilités de transport entre les différentes îles, mais a également transformé Funafuti en un pôle d'attraction important, en raison du développement rapide qu'a connu l'atoll dans les années 2000. Le

Tuvalu, un laboratoire du changement climatique ?

gouvernement cherche désormais à développer des infrastructures sur les autres îles de l’archipel, de manière à réduire l’attractivité comparative de Funafuti et les migrations internes qui y sont liées.

Perspectives d’émigration et représentations de l’ici

Bien qu’il existe des flux migratoires limités vers Fidji et l’Australie, essentiellement liés à la poursuite d’études supérieures (dans le cas de Fidji en tout cas), c’est vers la Nouvelle-Zélande que les flux migratoires internationaux sont les plus importants. Plusieurs accords migratoires existent entre Tuvalu et la Nouvelle-Zélande : un programme de réunification familiale, un programme de migration saisonnière, dans les secteurs agricole et horticole, et enfin un programme d’immigration par quotas, la « Pacific Access Category ». Le programme permet chaque année à quelque 650 résidents de Fidji, Tuvalu, Kiribati et Tonga de s’établir en Nouvelle-Zélande. Dans ce programme, Tuvalu dispose d’un quota de 75 migrants, qui n’est d’ailleurs pas rempli chaque année⁷. Les immigrants doivent remplir des conditions très sévères avant de pouvoir émigrer vers la Nouvelle-Zélande : ils doivent notamment maîtriser l’anglais, disposer d’une offre d’emploi sur place et subir des tests médicaux. Une fois établis en Nouvelle-Zélande, ces migrants ont le droit d’y emmener leur famille. La communauté tuvaluane d’Auckland est particulièrement active et maintient des liens très forts avec ceux qui sont restés à Tuvalu. La vie culturelle de la communauté est particulièrement évidente dans les activités paroissiales et sportives, ainsi que dans les festivités religieuses et folkloriques. Cette tradition culturelle, même si elle reste vivace, a néanmoins été quelque peu diluée dans la culture occidentale néo-zélandaise.

La plupart des habitants rencontrés à Tuvalu déclarent qu’ils n’ont pas l’intention de migrer, quelle que soit la menace qui pèse sur leur territoire. Bien qu’ils soient conscients de cette menace, ils se déclarent prêts à mourir sur leur île ou expriment une grande confiance dans les stratégies d’adaptation qui pourront être mises en place. L’élévation du niveau de la mer est évidemment une préoccupation majeure des habitants de Tuvalu et des petits murets ont été construits par les familles pour protéger leurs habitations. Mais la fréquence et l’intensité accrues d’événements météorologiques extrêmes, tels que les ouragans, suscitent également beaucoup de craintes parmi les habitants et génèrent des attitudes qui vont d’une résignation fataliste à une foi optimiste dans les mécanismes d’adaptation.

Parmi les raisons qui justifient le refus d’envisager la possibilité de migrer, l’attachement à la terre occupe une place à part. Nombreux sont ceux qui affirment qu’ils ne partiront jamais, même si l’île devait être totalement

7. En 2005, 16 migrants ont bénéficié du programme et 22 en 2006 (source : Ministère des Affaires étrangères).

François Gemenne

submergée par l’océan. Cet attachement à la terre a une importance cruciale dans le contexte du Pacifique et constitue souvent un frein à la réinstallation des communautés, comme l’a observé Campbell (Campbell, 2010). Certains, néanmoins, considèrent qu’il sera possible de s’adapter sur place malgré l’aide internationale conséquente qui serait requise. La migration sera alors considérée comme l’aveu d’une défaite, une option qui ne serait envisagée que si les autres stratégies d’adaptation devaient échouer. En écho à cette perception, de nombreux auteurs ont justement souligné que l’attention constante portée à la migration risquait précisément de mettre en péril d’autres stratégies d’adaptation (Barnett, Campbell, 2010). Enfin, il faut noter que certains habitants, très minoritaires, refusent de reconnaître le changement climatique comme un problème et considèrent l’élévation du niveau des mers comme un processus naturel. Cette attitude trouve parfois son origine dans une croyance religieuse selon laquelle une intervention divine se produira au dernier moment pour sauver Tuvalu, en raison de la promesse mythique faite par Dieu à Noé qu’il n’y aurait plus de déluge sur terre. L’Église considère désormais la question sérieusement et a lancé des missions de sensibilisation de la population au changement climatique qui insistent notamment sur le caractère métaphorique de la promesse faite à Noé.

Ceux qui refusent de migrer – et ils sont clairement majoritaires – mettent donc directement en cause la perception occidentale d’une migration qui serait inéluctable, soit que leur attachement au territoire soit plus fort, soit qu’ils pensent que Tuvalu puisse s’adapter sans que la migration ne soit nécessaire, soit qu’ils mettent en cause la réalité même du changement climatique – un comble, pour ceux qui sont supposés en être les premiers témoins !

Mais même parmi ceux qui envisagent effectivement de migrer, très rares sont ceux qui l’envisagent comme une contrainte inéluctable. Au contraire, la plupart considèrent l’option migratoire comme une stratégie proactive, une manière de réduire sa vulnérabilité environnementale et de développer d’autres projets en Nouvelle-Zélande. La crainte du pire, de la submersion de l’archipel, qui corrobore la représentation occidentale de la situation, ne sera que très rarement exprimée.

Dans la plupart des cas, les facteurs environnementaux se mêlent à des facteurs économiques et sociaux pour justifier la migration. La plupart de ces futurs migrants possèdent déjà de la famille en Nouvelle-Zélande et ces liens familiaux constituent un important facteur d’attraction. La migration est souvent considérée dans l’intérêt des enfants, et conçue comme une stratégie de réduction des risques pour l’ensemble de la famille.

Ces différentes attitudes vis-à-vis de la migration montrent que celle-ci n’est pas conçue dans un cadre déterministe, comme on le suppose souvent, mais plutôt comme une décision prise par le migrant et fondée sur son

Tuvalu, un laboratoire du changement climatique ?

ressenti personnel, ses valeurs et ses intérêts. Une perception similaire de la menace représentée par le changement climatique peut donner lieu à des décisions migratoires différentes (rester ou partir), de même que des perceptions différentes du changement climatique (« Tuvalu survivra » ou « Tuvalu est condamné ») peuvent aboutir à la même décision migratoire. Dès lors, on peut établir qu’il n’existe pas, à Tuvalu, de relation causale directe entre le changement climatique, la perception de celui-ci et le comportement migratoire, une constatation qui confirme les travaux de Mortreux et Barnett (2008). D’autres facteurs, tels que les valeurs et les intérêts personnels, doivent impérativement être pris en compte dans l’explication du comportement migratoire.

Perspectives d’immigration et représentations de l’ailleurs

Selon le dernier recensement (2007), il y a officiellement 2 625 Tuvaluans résidant en Nouvelle-Zélande. 80,3 % d’entre eux habitent dans la région d’Auckland.

Les préoccupations liées au changement climatique sont évidentes chez les Tuvaluans émigrés en Nouvelle-Zélande, bien qu’ils aient rarement eu l’occasion d’expérimenter par eux-mêmes les effets du changement climatique à Tuvalu. Parmi les migrants interrogés, tous ont évoqué la menace du changement climatique et de l’élévation du niveau des mers comme facteurs qui ont influencé leur décision migratoire. Tous ont également mentionné que leur famille et leurs amis subissent des dégradations de leur environnement à Tuvalu.

En Nouvelle-Zélande, les migrants interrogés se sentent surtout concernés par les incertitudes qui pèsent sur le futur de leur pays d’origine et sont très sensibles aux difficultés rencontrées par leurs familles restées au pays. Tous craignent que leur pays ne soit un jour submergé par la mer, une crainte qui contraste assez nettement avec les perceptions de ceux qui sont restés au pays.

La plupart des migrants ont une bonne connaissance des impacts du changement climatique sur les territoires insulaires et ont entendu les récits d’inondations et d’érosion côtière à Tuvalu. D’autres aléas naturels sont également parfois évoqués : le risque d’inondations est le plus fréquemment mentionné, mais des migrants ont également évoqué l’accélération de l’érosion côtière et la salinisation des sols.

Dans les réponses données par les migrants transparaissent également de l’anxiété, du désespoir et même de la colère quant au futur incertain de Tuvalu. Il apparaît clairement que cette incertitude a joué un grand rôle dans leur décision migratoire : bien que la formulation des réponses puisse différer selon les migrants, l’inquiétude concernant les effets du changement climatique à Tuvalu est uniformément perçue.

François Gemenne

Si la dégradation de l’environnement, présente et future, a joué un rôle important dans la migration de ceux qui se sont établis en Nouvelle-Zélande, d’autres facteurs ont également joué un rôle significatif : c’est notamment le cas des liens familiaux et des réseaux sociaux. Beaucoup de migrants signalent que leur migration a été facilitée par l’aide qu’ils ont reçue de la part d’associations de migrants qui se sont formées en Nouvelle-Zélande. Ces associations regroupent les migrants en fonction de leur île d’origine et visent à faciliter l’émigration d’autres habitants de cette île. Ces associations parrainent les migrants, les aident à trouver un emploi et remplissent même parfois à leur place les formulaires d’immigration.

Par ailleurs, les facteurs économiques ont également compté : presque tous les répondants ont également mentionné leur chômage et / ou leurs revenus insuffisants parmi les raisons qui ont justifié leur migration. Enfin, il faut signaler que de nombreux migrants souhaitent obtenir la nationalité néo-zélandaise, de manière à pouvoir par la suite émigrer vers l’Australie. Comme mentionné précédemment, en vertu du *Trans-Tasman Travel Arrangement* (TTTA), les Australiens et les Néo-Zélandais peuvent circuler librement entre les deux pays, y séjourner et y travailler sans restrictions.

Globalement, bien que les impacts futurs et présents du changement climatique aient été un déterminant important des migrations vers la Nouvelle-Zélande, le facteur environnemental n’a pas toujours été le facteur décisif et les déterminants économiques et familiaux ont également été significatifs, voire souvent plus importants que les impacts futurs du changement climatique.

CONTRASTES, CONTRADICTIONS ET CONCLUSIONS

Les processus migratoires entre Tuvalu et la Nouvelle-Zélande sont infiniment plus complexes que l’image qui en est généralement donnée dans les médias et les discours occidentaux. L’approche dominante est un discours alarmiste qui décrit des flux de réfugiés qui quitteraient Tuvalu suite à l’élévation du niveau de la mer. Ce discours alarmiste rejoint également les intérêts de politique extérieure de deux pays : Tuvalu peut utiliser ce risque pour mobiliser l’aide internationale, tandis que la Nouvelle-Zélande, en apparaissant comme un pays d’accueil possible, en tire des bénéfices réputationnels auprès des pays de la région.

Sur le plan interne, néanmoins, c’est un tout autre tableau qui apparaît. Tout d’abord, la majorité des habitants de Tuvalu ne souhaitent pas quitter leur pays et beaucoup pensent d’ailleurs que ce pays n’est pas condamné à disparaître. Ensuite, ceux qui ont migré vers la Nouvelle-Zélande l’ont fait pour d’autres raisons également, telles que des opportunités économiques ou des liens

Tuvalu, un laboratoire du changement climatique ?

familiaux. Bien que les facteurs environnementaux aient largement influencé leur décision migratoire, le facteur décisif semble avoir été essentiellement les incertitudes pesant sur le futur de leur pays. Les processus migratoires de Tuvalu vers la Nouvelle-Zélande pourront souvent être caractérisés comme des stratégies familiales de réduction des risques.

Même dans le cas de Tuvalu, qui apparaît pourtant comme le cas emblématique des migrations environnementales, la relation entre les changements environnementaux et les flux migratoires est loin d'être une relation causale directe. Au contraire, il apparaît que la migration environnementale, en tant que concept, est un produit des perceptions et intérêts individuels, ainsi que des politiques publiques menées pour prendre en compte ce problème, à la fois sur les plans interne et externe. Cela ne signifie évidemment pas que la menace du changement climatique ne soit pas réelle ou que les facteurs environnementaux ne jouent aucun rôle dans le processus migratoire, mais plutôt que la caractérisation de l'importance de ces facteurs est une construction sociale et politique.

De telles conclusions, dans une large mesure, peuvent s'appliquer à tous les États insulaires de faible élévation, généralement décrits en Occident comme également vulnérables, sans qu'aucune distinction ne soit opérée entre les différents territoires et les différentes communautés. J'ai tenté de montrer combien le discours des « canaris dans la mine », si souvent entendu dans le contexte du changement climatique, ne trouvait guère d'écho empirique à Tuvalu. Le problème, pourtant, ne se limite pas là : un tel discours peut également constituer un frein significatif à l'adaptation dans les pays insulaires.

En premier lieu, la description constante des Tuvaluans comme des migrants environnementaux potentiels peut les enfermer dans un piège relativiste (Connell, 2003) et les empêcher de développer des stratégies d'adaptation adéquates. C'est donc aussi notre processus de catégorisation des migrants qui doit être interrogé ici.

Ensuite, le discours sur l'inéluctabilité des migrations climatiques s'accompagne de l'idée que les migrants seraient impuissants face aux conditions environnementales. La réalité empirique réfute cette idée d'impuissance et montre au contraire que les migrants ont rarement envisagé leur migration comme une contrainte inéluctable, mais plutôt comme une stratégie d'adaptation, de réduction des risques. Une rhétorique de l'impuissance, comme celle des canaris dans la mine, pourrait devenir auto-réalisatrice et réduire la capacité d'adaptation.

Enfin, la rhétorique des canaris dans la mine conduit à ignorer les possibilités d'adaptation des territoires insulaires, en ne considérant que leur seule disparition. Ignorer la capacité d'adaptation en se concentrant sur la seule vulnérabilité

François Gemenne

peut précisément exacerber cette vulnérabilité et promouvoir une certaine représentation du futur. Si les communautés insulaires ne perçoivent leur futur que dans une migration inéluctable, face à laquelle elles sont impuissantes, on voit mal comment des stratégies d'adaptation pourraient être mises en œuvre dans les petites îles.

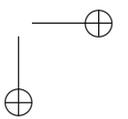
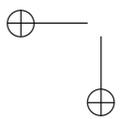
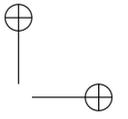
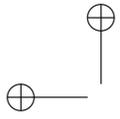
La rhétorique des canaris a sans doute quelque mérite en Occident et a joué un rôle important dans la sensibilisation aux impacts du changement climatique. Elle ne trouve guère d'écho, pourtant, dans une réalité empirique locale. Décrire les petites îles comme des paradis perdus et leurs habitants comme des réfugiés climatiques est un discours qui peut sans doute servir la cause de la lutte contre le changement climatique ; il ne sert pas, en revanche, la cause des populations insulaires.

BIBLIOGRAPHIE

- Ait Habbouche M., Corbière H., 2007, « Tuvalu, les nouveaux réfugiés » in *Paradis en sursis*, Antipode.
- Bankoff G., 2001, « Rendering the World Unsafe: “Vulnerability” as Western Discourse », *Disasters* 25 (1), pp. 19-35.
- Barnett J., 2001, « Adapting to Climate Change in Pacific Island Countries: The Problem of Uncertainty », *World Development* 29 (6), pp. 977-993.
- Barnett J., Adger W. N., 2003, « Climate Dangers and Atoll Countries », *Climatic Change* 61 (3), pp. 321-337.
- Barnett J., Campbell J., 2010, *Climate Change and Small Island States. Power, Knowledge and the South Pacific*, Londres, Earthscan.
- Barton H. M., 1977, *Tuvalu: Abstract of statistics 1977*, Suva (Fiji), United Nations Development Advisory Team.
- Bedford R., 1992, « International Migration in the South Pacific Region » in Kritz M. M., Lim L. L., Zlotnik H. (dir.), *International Migration Systems. A Global Approach*, Oxford, Clarendon Press, pp. 41-62.
- Borovnik N., 2004, « Are Seafarers Migrants? Situating Seafarers in the Framework of Mobility and Transnationalism », *New Zealand Geographer* 60 (1), pp. 36-43.
- Campbell J., 2010, « Climate-Induced Community Relocation in the Pacific: The Meaning and Importance of Land » in McAdam J. (dir.), *Climate Change and Displacement. Multidisciplinary Perspectives*, Oxford, Hart, pp. 57-80.
- Chambers A., Chambers K., 2007, « Five Takes on Climate and Cultural Change in Tuvalu », *The Contemporary Pacific Journal of Island Studies* 19 (1), pp. 294-306.
- Collectif Argos, 2007, *Réfugiés climatiques*, Gollion (Suisse), Infolio.
- Connell J., 1983, « Country Report No. 19: Tuvalu » in South Pacific Commission and International Labour Organisation (dir.), *Migration, Employment and Development in the South Pacific*, Noumea (Nouvelle-Calédonie), South Pacific Commission and International Labour Organisation.
- Connell J., 1993, « Climatic Change: A New Security Challenge for the Atoll States of the South Pacific », *Commonwealth and Comparative Politics* 31 (2), pp. 173-192.
- Connell J., 2003, « Losing Ground? Tuvalu, the Greenhouse Effect and the Garbage Can », *Asia Pacific Viewpoint* 44 (2), pp. 89-107.

Tuvalu, un laboratoire du changement climatique ?

- Connell J., Conway D., 2000, « Migration and Remittances in Island Microstates: A Comparative Perspective on the South Pacific and the Caribbean », *International Journal of Urban and Regional Research* 24 (1), pp. 52-78.
- Farbotko C., 2005, « Tuvalu and Climate Change: Constructions of Environmental Displacement in the Sydney Morning Herald », *Geografiska Annaler* 87 B (4), pp. 279-293.
- Farbotko C., 2010. « Wishful Sinking: Disappearing Islands, Climate Refugees and Cosmopolitan Experimentation », *Asia Pacific Viewpoint* 51 (1), pp. 47-60.
- Greenhough B., 2006, « Tales of an Island-Laboratory: Defining the Field in Geography and Sciences Studies », *Transaction of the Institute of British Geographers* 31 (2), pp. 224-237.
- Horner C., Le Gallic G., 2004, « The Disappearing of Tuvalu: Trouble in Paradise », France, Documentary Educational Resources.
- Hunter J. R., 2002, « A Note on Relative Sea Level Change at Funafuti, Tuvalu », Hobart (Australia), Antarctic Climate and Ecosystems Cooperative Research Centre (ACECRC).
- Kälin W., 2010, « Conceptualising Climate-Induced Displacement » in McAdam J. (dir.), *Climate Change and Displacement. Multidisciplinary Perspectives*, Oxford, Hart, pp. 81-104.
- Lal M., Harasawa H., Takahashi K., 2002, « Future Climate Change and its Impacts over Small Island States », *Climate Research* 19, pp. 179-192.
- McDonald B., 1982, *Cinderellas of the Empire: Towards a history of Kiribati and Tuvalu*, Canberra, Australian National University Press.
- McTegart W. J., Sheldon G. W., Griffiths D. C. (dir.), 1990. *Impacts Assessment of Climate Change. Report of Working Group II*, edited by Intergovernmental Panel on Climate Change, Canberra, Australian Government Publishing Service.
- Mead M., 1928, *Coming of Age in Samoa: A Study of Adolescence and Sex in Primitive Societies*, Ringwood (Grande Bretagne), Penguin.
- Mimura N., Nurse L., McLean R. F., Agard J., Briguglio L., Lefale P., Payet R., G. Sem G., 2007, « Small Islands » in Parry M. L., Canziani O. F., Palutikof J. P., van der Linden P. J., Hanson C. E. (dir.), *Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Mortreux C., Barnett J., 2008, « Climate Change, Migration and Adaptation in Funafuti, Tuvalu », *Global Environmental Change* 19 (1), pp. 105-112.
- Sopoaga E., 2001, « Statement by His Excellency Enele Sopoaga Ambassador and Permanent Representative of Tuvalu to the United Nations at the General Debate of the Fifty-Sixth Session of the United Nations General Assembly », New York, United Nations General Assembly.
- Shen S., 2008, « The Vanishing Pacific Island by the Rising Sea Levels? Concerns and Views on Environmental Migration from Tuvalu and New Zealand » in Novosak J. (dir.), *Migration and Development Issues: Proceedings of International Conference on Migration and Development*, Czech Republic, University of Ostrava.
- Sopoaga S., 2003, « Statement by The Honourable Saufatu Sopoanga OBE Prime Minister and Minister of Foreign Affairs of Tuvalu at the 58th United Nations General Assembly », New York, United Nations General Assembly.
- Tubiana L., Gemenne F., Magnan A., 2010, *Anticiper pour s'adapter. Le nouvel enjeu du changement climatique*, Paris, Pearson.
- White G., 1965, *Kioa: an Ellice Community in Fiji*, Eugene, Department of Anthropology, University of Oregon.



ABSTRACTS

François Gemenne – Tuvalu, a Laboratory for Climate Change? An Empirical Critique of the “Canaries in the Coalmine” Rhetoric

The small archipelago of Tuvalu, in the South-Pacific Ocean, is often portrayed as an Atlantis in the making, a symbol of future climate change impacts. This article aims at contrasting this Western perception with the perception of Tuvalu's inhabitants, as well as of those who have migrated to New Zealand. The article highlights the risks of the 'canaries in the coalmine' rhetoric for local processes of adaptation to climate change, both in Tuvalu and in small island states at large.

Keywords : Climate change, Tuvalu, sea-level rise, vulnerability, migration, small island states.

RESUMENES

François Gemenne – Tuvalu, ¿un laboratorio del cambio climático? Una crítica empírica de los “canarios en la mina”

El pequeño archipiélago de Tuvalu, al sur del Océano Pacífico, es presentado frecuentemente como una Atlántida en potencia, un símbolo que anuncia los futuros impactos del cambio climático. El objetivo de este artículo es contrastar esa percepción occidental con la de los habitantes de Tuvalu y de aquellos que han emigrado a Nueva Zelanda. El artículo muestra los riesgos que implica la retórica de los “canarios en la mina” para los procesos locales de adaptación a los cambios climáticos, en Tuvalu y en los pequeños Estados Insulares en general.

Palabras clave : Cambio climático, Tuvalu, subida del nivel de los mares, vulnerabilidad, pequeños Estados insulares.